

Art. 7. Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations au pair de leur valeur nominale le 2 février 1985.

Les porteurs qui n'ont pas fait usage de cette faculté dans un délai d'un mois à compter de cette date, c'est-à-dire avant le 2 mars 1985 sont censés avoir renoncé au remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé est effectué sans bonification d'intérêt pour la période mensuelle précitée.

Art. 8. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 9. Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal soumis à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1er, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 janvier 1981.

M. EYSKENS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 81 — 38

11 DECEMBRE 1980. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mai 1965, pris en exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes et réglant l'organisation et la procédure à suivre par le Conseil d'enquête économique pour étrangers.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, modifiée par la loi du 10 janvier 1977, notamment l'article 10, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1965, pris en exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes et réglant l'organisation et la procédure à suivre par le Conseil d'enquête économique pour étrangers;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 10 de l'arrêté royal du 11 mai 1965, pris en exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes et réglant l'organisation et la procédure à suivre par le Conseil d'enquête économique pour étrangers, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. L'étranger qui doit comparaître devant le Conseil ou qui fait l'objet d'une demande d'avis, est convoqué par le greffier par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre indique brièvement le motif de la convocation ainsi que le lieu, le jour et l'heure de la séance. »

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Le Conseil communique endéans les vingt et un jours au Ministre des Classes moyennes les avis émis et les sentences rendues. Il avise aussi le Ministre de toute opposition ou de toute demande en révision. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. De houders kunnen de vervroegde terugbetaling van hun obligaties bekomen a pari van hun nominale waarde, op 2 februari 1985.

De houders die van dat recht geen gebruik hebben gemaakt binnen een termijn van één maand, te rekenen van gezegde datum, dat wil zeggen vóór 2 maart 1985 worden geacht van de vervroegde terugbetaling te hebben afgezien.

De vervroegde terugbetaling geschiedt zonder renteuitkering voor de gezegde maandperiode.

Art. 8. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschiedt aan de loketten van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 9. Aan de in artikel 1 bedoelde banken, wisselagenten en privé-spaarkassen, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector wordt een commissieloon van 1,25 pct. op het door hen toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 1 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 januari 1981.

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 81 — 38

11 DECEMBER 1980. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 1965 getroffen in uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen en houdende vaststelling van de organisatie en van de rechtspleging te volgen door de Raad voor Economisch Onderzoek inzake Vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1977, inzonderheid op artikel 10, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1965 getroffen in uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen en houdende vaststelling van de organisatie en van de rechtspleging te volgen door de Raad voor Economisch Onderzoek inzake Vreemdelingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 mei 1965 getroffen in uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen en houdende vaststelling van de organisatie en van de rechtspleging te volgen door de Raad voor Economisch Onderzoek inzake Vreemdelingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De vreemdeling die voor de Raad moet verschijnen of omtrant wie een advies is gevraagd, wordt door de griffier bij een ter post aangetekende brief opgeroepen.

In de brief wordt in het kort de reden van de oproeping aangegeven, alsmede plaats, dag en uur van de zitting. »

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. De Raad deelt binnen eenentwintig dagen aan de Minister van Middenstand de uitgebrachte adviezen en uitspraken mede. Hij licht de Minister ook in over elk verzet of elke aanvraag tot herziening. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. Le Ministre des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1980.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Classes moyennes,
J. DESMARETS

F. 81 — 39

11 DECEMBRE 1980. — Arrêté royal dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, modifiée par la loi du 10 janvier 1977, notamment l'article 2;

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 52 et 59 de ce traité;

Vu l'avavis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les catégories suivantes d'étrangers sont dispensés de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice des activités professionnelles indépendantes :

1° les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne;

2° les épouses dont l'activité professionnelle se limite à l'aide qu'elles apportent à leur mari dans l'exercice de sa profession;

3° les sportifs professionnels dont l'activité ne s'étend pas sur plus de soixante jours par année civile;

4° les commerçants ambulants visés à l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant;

5° les musiciens et les artistes qui se produisent dans un théâtre, un cirque ou dans une salle exclusivement réservée au spectacle, pour autant que la durée du séjour en Belgique nécessite par leurs prestations n'excède pas quinze jours par semestre;

6° les étrangers résidant à l'étranger et qui effectuent en Belgique des voyages d'affaires pendant une ou plusieurs périodes ne dépassant pas au total trois mois par semestre.

Art. 2. Par voyages d'affaires, il faut entendre les déplacements entrepris en Belgique par des étrangers qui n'y sont pas établis et qui entendent y visiter les commerçants, industriels, intermédiaires ou représentants qui sont leurs correspondants ou qui se proposent d'y faire des recherches et études ou nouer des prises de contact en vue de favoriser le commerce international, à condition qu'ils n'aient pas constitué dépôt dans le pays ou à la douane.

Sont également considérés comme voyages d'affaires :

a) la participation à des foires commerciales et expositions, pour autant que les produits exposés soient des échantillons, qui ne seront ni vendus ni offerts en vente par l'exposant à des particuliers pour leur usage privé;

b) les déplacements entrepris en Belgique par des étrangers qui ne s'occupent pas effectivement de la gestion journalière d'une société, mais qui y viennent pour participer à la réunion d'un conseil d'administration ou à l'assemblée générale d'une société commerciale.

Art. 3. L'arrêté royal du 29 août 1977 dispensant les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne et certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes est abrogé.

Art. 4. De Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Middenstand,
J. DESMARETS

N. 81 — 39

11 DECEMBER 1980. — Koninklijk besluit tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, gewijzigd door de wet van 10 januari 1977, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 52 en 59 van dit verdrag;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De volgende categorieën van vreemdelingen worden vrijgesteld van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van zelfstandige beroepsactiviteiten :

1° de onderdanen van een lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap;

2° de vrouwen wier beroepsactiviteit zich beperkt tot hulpverlening aan hun echtgenoot in de uitoefening van zijn beroep;

3° de beroepssportlui die hun activiteit slechts zestig dagen per kalenderjaar uitoefenen;

4° de ambulante handelaars bedoeld in het koninklijk besluit nr. 82 van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel;

5° de muzikanten en de artiesten die in een schouwburg, een circus of een uitsluitend voor voorstellingen gereserveerde zaal optreden, voor zover de duur van hun verblijf in België in verband met hun prestaties vijftien dagen per semester niet overschrijdt;

6° de in het buitenland verblijvende vreemdelingen die zakenreizen in België doen gedurende één of meer periodes welke in totaal niet meer dan drie maanden per semester in beslag nemen.

Art. 2. Onder zakenreizen dienen te worden verstaan de reizen ondernomen in België door vreemdelingen die er niet gevestigd zijn en die er de handelaars, nijveraars, tussenpersonen of vertegenwoordigers welke hun correspondenten zijn, wensen te bezoeken, of die opzoeken en studies willen doen of contacten opnemen met het oog op de bevordering van de internationale handel, mits zij in het land of bij de douanen geen depot hebben.

Als zakenreizen worden eveneens beschouwd :

a) het deelnemen aan handelsforen en tentoonstellingen, voor zover de uitgestalde produkten monsters zijn, welke niet verkocht of te koop aangeboden worden door de exposant aan particulieren voor hun privégebruik;

b) de reizen ondernomen in België door vreemdelingen die zich niet werkelijk met het dagelijks beheer van een vennootschap inlaten, maar die er komen om aan de vergadering van een raad van beheer of aan een algemene vergadering van een handelsvennootschap deel te nemen.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 29 augustus 1977 houdende de vrijstelling voor de onderdanen van een lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap en voor bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten door vreemdelingen wordt opgetekend.